

# Conditions générales

## TABLE DE MATIÈRE

<b>PARTIE 1. LA GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE</b>	<b>3</b>
<b>Section 1 : VOTRE CONTRAT</b>	<b>3</b>
Article 1 – L’objet du contrat	3
Article 2 – Les montants assurés et la franchise	3
Article 3 – L’étendue territoriale	4
<b>Section 2 : PORTEE DE LA GARANTIE DANS CERTAINS CAS PARTICULIERS</b>	<b>4</b>
Article 4 – Les animaux	4
Article 5 – Les immeubles et leur contenu	4
Article 6 – Les véhicules	4
Article 7 – Les loisirs	5
Article 8 – Les séjours, les voyages ou les vacances	6
Article 9 – Dommages aux biens confiés	6
Article 10 – Les mouvements de jeunesse	6
Article 11 – Le sauvetage bénévole par des tiers*	6
Article 12 – Les exclusions	6
<b>Section 3 : REGLEMENT DU SINISTRE</b>	<b>8</b>
Article 13 – Vos obligations en cas de sinistre*	8
Article 14 – La direction du litige	8
Article 15 – La subrogation	8
Article 16 – Notre droit de recours	9

### Section 4 : L'ADMINISTRATION ET LA VIE DE VOTRE CONTRAT 9

Article 17 – La description du risque	9
Article 18 – La description inexacte ou incomplète du risque ou l'aggravation de celui-ci	9
Article 19 – La diminution du risque	10
Article 20 – La prime	10
Article 21 – La prise d'effet et la durée du contrat	10
Article 22 – Les possibilités de résiliation en cours de contrat	10
Article 23 – Les formes de résiliation et leur prise d'effet	11
Article 24 – Les modifications des conditions et/ou du tarif	11
Article 25 – Le décès du preneur d'assurance	11
Article 26 – Les communications et notifications réciproques	11
Article 27 – La hiérarchie des conditions	11

### PARTIE 2. LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE VIE PRIVEE 12

Article 1 – L'objet de la garantie	12
Article 2 – Prestations	12
Article 3 – La cession de la garantie	13
Article 4 – Montant assuré	13
Article 5 – Exclusions	13
Article 6 – Vos obligations en cas de sinistre*	14
Article 7 – Le libre choix d'avocat et d'expert	15
Article 8 – Clause d'objectivité	15
Article 9 – Subrogation	16
Article 10 – Le cautionnement	16
Article 11 – Frais de recherche d'enfants disparus	16
Article 12 – Avance de la franchise du contrat RC Vie Privée*	16

### PARTIE 3. DEFINITIONS 17

### PARTIE 4. CONDITIONS GENERALES : BIKE ASSISTANCE 19

I. DISPOSITIONS COMMUNES	19
II. BIKE ASSISTANCE	22

## **PARTIE 1. LA GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE**

### **SECTION 1 : VOTRE CONTRAT**

#### **Article 1 – L’objet du contrat**

Nous\* garantissons, jusqu'à concurrence des montants ci-après, votre responsabilité extracontractuelle telle qu'elle est définie par les dispositions du Code civil belge relatives à la responsabilité extracontractuelle ou les dispositions analogues de droit étranger et qui peut vous\* incomber en raison de dommages causés à des tiers\*, pendant la durée du présent contrat, du fait de la vie privée\*.

Sauf mention contraire dans le présent contrat, nous\* ne garantissons cependant pas la responsabilité extracontractuelle qu'un tiers\* pourrait soulever à votre encontre en raison d'un manquement contractuel que vous\* auriez commis. Les sinistres d'ordre contractuel sont exclus de notre garantie.

L'indemnisation des dommages causés par les troubles de voisinage et dont la réparation est demandée sur base de l'article 3.101 du Code Civil ou d'une disposition légale étrangère analogue est également garantie, mais uniquement si ces dommages sont causés à des tiers\* et qu'ils résultent d'un accident, c'est-à-dire d'un événement soudain, involontaire et imprévisible.

Nous\* n'intervenons pas pour la prévention des troubles de voisinage (Article 3.102 du Code Civil).

#### **Article 2 – Les montants assurés et la franchise**

##### **La garantie est accordée**

- jusqu'à concurrence de 32.931.084,92 EUR par sinistre\* pour les dommages qui résultent de lésions corporelles ;
- jusqu'à concurrence de 6.586.216,98 EUR par sinistre\* pour les dommages matériels.

Une franchise de 326,54 EUR par sinistre\* est d'application pour les dommages matériels. Cette franchise n'est ni rattachable, ni assurable.

Ces montants sont liés à l'indice des prix à la consommation, l'indice de référence étant celui de septembre 2025, soit 315,19 (sur base 100 en 1981).

L'indice applicable en cas de sinistre\* est celui du mois qui précède le mois de sa survenance.

##### **Nous\* prenons en charge, même au-delà des montants assurés**

- les intérêts afférents à l'indemnité due en principal ;
- les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts dans la mesure où ces frais ont été exposés par nous\* ou avec notre accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne peut vous\* être imputé, à la condition que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

##### **Nous\* prenons en charge tous les frais qui découlent**

- des mesures que nous\* vous\* demanderions en vue de prévenir ou d'atténuer les conséquences d'un sinistre\* ;
- des mesures urgentes prises d'initiative par vous\* ou imposées par des autorités compétentes pour :
  - prévenir le sinistre\* en cas de danger imminent, c'est-à-dire qu'en l'absence de ces mesures, le sinistre\* se produirait certainement et à court terme ;
  - atténuer les conséquences d'un sinistre\* qui a commencé.

Par mesures urgentes, nous\* entendons celles que vous\* êtes obligés de prendre sans délai, sans possibilité de nous\* avertir et d'obtenir notre accord préalable sous peine de nuire à nos intérêts.

### Article 3 – L'étendue territoriale

Nous\* vous\* garantissons dans le monde entier.

## SECTION 2 : PORTEE DE LA GARANTIE DANS CERTAINS CAS PARTICULIERS

### Article 4 – Les animaux

Nous\* vous\* assurons pour les dommages causés par les animaux domestiques, chevaux de selle, poneys et attelages dont vous\* êtes propriétaire, détenteur ou gardien. La garantie est limitée à deux chevaux de selle si vous\* en êtes propriétaire.

Si vous\* êtes propriétaire d'un nombre de chevaux de selle plus élevé, vous\* devez nous\* déclarer le nombre total de chevaux de selle dont vous\* êtes propriétaire et ce nombre total doit être repris dans les conditions particulières.

### Article 5 – Les immeubles et leur contenu

**Nous\* vous\* garantissons pour les dommages causés par les immeubles et les biens suivants, ainsi que par leur contenu à usage privé :**

- votre résidence principale :
  - o l'immeuble ou la partie d'immeuble que vous\* occupez ;
  - o la partie de cet immeuble que vous\* utilisez comme bureau d'affaires ou cabinet de consultation ;
  - o la partie de cet immeuble que vous\* donnez en location, sauf si cette partie comprend plus de 3 appartements et/ou 3 garages ;
- votre seconde résidence :
  - o l'immeuble ou la partie d'immeuble que vos enfants occupent dans le cadre de leurs études ;
  - o l'immeuble ou la partie d'immeuble qui vous\* sert de seconde résidence ou de résidence de villégiature. Cet immeuble peut être loué ou mis à la disposition d'autrui pendant une partie de l'année. Une caravane est assimilée à un immeuble ;
- vos garages utilisés à titre privé, quelle que soit leur situation ;
- vos jardins ainsi que vos terrains dont la superficie globale ne dépasse pas 20 HA attenants ou non aux immeubles cités ci-dessus. Si vous\* êtes propriétaire d'un nombre d'hectares plus élevé, vous\* devez nous\* déclarer le nombre dont vous\* êtes propriétaire et ce nombre total doit être repris dans les conditions particulières ;
- vos ascenseurs pour autant : qu'ils fassent l'objet d'un contrat d'entretien, et vos monte-charge ;
- l'immeuble en cours de construction, reconstruction ou transformation qui vous\* sert ou servira de résidence principale ou secondaire.

Les dommages causés par des mouvements de terrain sont compris dans la garantie.

### Article 6 – Les véhicules

#### 1. Nous\* vous\* garantissons à concurrence des montants assurés prévus à l'article 2 pour

- les dommages causés par un assuré qui déplace, manoeuvre ou conduit un véhicule terrestre automoteur ou sur rails soumis à une assurance obligatoire sans l'âge requis, et ce, à l'insu de ses parents, des personnes qui l'ont sous leur garde et du détenteur du véhicule.

Nous\* indemnisons également les dégâts causés au véhicule utilisé s'il appartient à un tiers\*.

### 2. Engins de déplacement et moyens de locomotion

Nous\* vous\* assurons pour les dommages que vous\* causez au cours de vos déplacements avec les véhicules suivants :

- a) tous les véhicules terrestres non équipés d'un moteur (vélo, trottinette, rollers, skateboard, fauteuil roulant...);
- b) les vélos à assistance électrique ;
- c) les véhicules automoteurs exemptés en Belgique de l'obligation d'assurance RC Auto :
  - o qui peuvent être actionnés par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction ne dépassant pas 6 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 100 kg ;
  - o qui peuvent être actionnés par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction supérieure à 6 km/h, mais ne dépassant pas 25 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 25 kg ;
  - o qui sont des fauteuils roulants automoteurs exclusivement destinés à être utilisés par des personnes souffrant d'un handicap physique.
- d) une chaise roulante électrique pour personne à mobilité réduite non exemptée en Belgique de l'obligation d'assurance RC Auto ;
- e) les outils de bricolage ou les engins de jardinage.

Lorsque nous sommes tenus envers les personnes lésées en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicule automoteur (par exemple : si l'accident survient en Belgique avec un véhicule visé par le point 2.d. et 2.e.) nous avons un droit de recours contre le preneur d'assurance en cas de suspension de la garantie du contrat résultant du non-paiement de la prime. Ce recours porte sur les dépenses nettes à savoir le montant en principal de l'indemnité, les frais judiciaires et les intérêts, diminués des éventuelles franchises et des montants qu'il a pu récupérer.

## Article 7 – Les loisirs

### Nous\* vous\* garantissons pour les dommages causés

- lors de la pratique d'activités sportives ou d'agrément ;
- par les jouets ou modèles téléguidés, aériens, terrestres ou nautiques ;
- par les bateaux à voile de maximum 300 Kg, les bateaux à moteur et les jet skis, dont la puissance du moteur n'excède pas 10 CV et dont vous\* êtes propriétaire, locataire ou utilisateur. Ces limites ne sont pas d'application lorsqu'ils n'appartiennent pas à un assuré et qu'ils sont loués ou utilisés pour une journée maximum.
- par l'utilisation d'"UAS" (unmanned aircraft system), à savoir des systèmes d'aéronefs sans équipage à bord dont la masse au décollage n'excède pas 900 grammes. Les drones rentrent dans cette catégorie. Cette garantie est accordée à condition que :
  - ils soient utilisés dans un but exclusivement récréatif et à des fins personnelles ;
  - ils volent à une hauteur au-dessus du sol n'excédant pas 10 mètres ;
  - ils ne volent pas au-dessus d'un rassemblement de personnes ;
  - l'utilisateur respecte les interdictions, restrictions ou conditions de vol dans les zones géographiques UAS, actuelles ou à venir, fixées par les autorités compétentes (plus d'informations au sujet des zones géographiques UAS sur le site internet du SPF Mobilité) ;
  - l'utilisateur a l'âge légalement requis et dispose des connaissances théoriques nécessaires au pilotage (manuel d'utilisation et, le cas échéant, réussite de l'examen théorique organisé par l'autorité compétente) ;
  - l'utilisateur veille à ne pas compromettre la sécurité des autres aéronefs ou des personnes et des biens au sol ;
  - l'utilisateur respecte les dispositions de la législation applicable en matière de vie privée\*.

Nous\* ne couvrons pas les « dommages » ou litiges résultant du non-respect ou de la violation du droit au respect de la vie privée\* et familiale.

### Article 8 – Les séjours, les voyages ou les vacances

#### Nous\*vous\* garantissons

- pour les dommages causés lors d'un séjour temporaire à titre privé ou professionnel dans un hôtel ou logement similaire ;
- pour les dommages causés à l'immeuble, partie d'immeuble ou à la caravane non tractée au moment du sinistre\* que vous\* occupez durant vos vacances, ainsi qu'à leur contenu.

Cette responsabilité contractuelle est garantie dans les limites du contrat et à concurrence des montants assurés.

En cas de dommages causés par feu, incendie, explosion ou fumée, l'indemnité comprend également le chômage immobilier, les frais d'extinction et de déblais.

### Article 9 – Dommages aux biens confiés

Nous\* vous\* assurons à concurrence d'un montant de 25.000 euros (non indexé) par sinistre\* pour les dommages causés aux biens meubles appartenant à des tiers\* lorsque votre responsabilité est mise en cause dans le cadre de votre vie privée\* en qualité de gardien, emprunteur ou utilisateur de ces biens, y compris même pour les biens que vous\* louez.

#### Sont toutefois exclus de la garantie, les dommages causés :

- à tout véhicule automoteur dont la vitesse maximale est égale et/ou supérieure à 25 km/h, aux véhicules aériens, motoneiges, jet skis ;
- aux voiliers d'un poids supérieur à 300 kg ou bateaux à moteur et/ou jet skis dont la puissance du moteur est supérieure à 10 CV DIN ;
- par suite de vol, disparition ou perte inexplicquée ;
- aux pierres précieuses, perles non montées, bijoux, lingots de métaux précieux, monnaies, billets de banque, timbres, cartes bancaires, titres d'actions, d'obligations ou de créance ;
- aux animaux autres que les chevaux et leur harnachement.

### Article 10 – Les mouvements de jeunesse

Nous\* assurons votre responsabilité civile extracontractuelle si vous\* occasionnez des dommages aux enfants placés sous votre surveillance dans le cadre d'un mouvement de jeunesse ou mouvement assimilé.

La responsabilité personnelle des enfants placés sous votre surveillance n'est pas assurée.

### Article 11 – Le sauvetage bénévole par des tiers\*

Si des tiers\* subissent un dommage en participant, à titre gratuit et en cas de danger imminent, à votre sauvetage ou à celui de vos biens, alors que votre responsabilité ne pourrait être retenue pour ces dommages, nous\* les indemniserons à concurrence de 12.500 EUR non indexé total par sinistre\*, pour :

- la part de leurs dommages corporels qui dépasse les montants pris en charge par un organisme public ou privé ;
- leurs dommages matériels.

### Article 12 – Les exclusions

Nous\* ne garantissons pas

- les dommages qui découlent de la responsabilité personnelle d'un assuré de 16 ans et plus, ayant commis un fait intentionnel ;
- En cas de sinistre\* intentionnel causé par un assuré de 16 ans et plus, nous\* indemniserons le tiers\* conformément à

l'article 151, §2 de la loi relative aux assurances.

Nous\* nous\* réservons cependant le droit d'exercer ensuite un recours contre cet assuré mineur responsable en vue de récupérer nos débours conformément à l'article 16, alinéa 3 du présent contrat.

- les dommages qui découlent de la responsabilité personnelle d'un assuré âgé de 18 ans et plus lorsque ces dommages résultent des fautes lourdes suivantes :
  - o l'ivresse ou un état analogue causé par l'utilisation de produits ou substances autres que des boissons alcoolisées ;
  - o la participation active à un pari, défi ou rixe.

En cas d'application des exclusions qui précèdent et à condition que vous n'ayez pas vous-même commis de tels faits intentionnels ou de fautes lourdes, il est entendu que votre responsabilité en tant que titulaire de l'autorité sur la personne mineure est couverte, dans la mesure où, conformément à l'article 6.12 du Code civil, vous devez répondre desdits faits intentionnels et fautes lourdes commis par un assuré mineur.

- les dommages causés aux biens meubles, immeubles ou aux animaux dont vous\* avez la garde.  
Restent toutefois assurés les dommages précisés à l'article 8 et à l'article 9 ;
- les dommages matériels causés par le feu, un incendie, une explosion ou la fumée consécutive à un feu ou à un incendie prenant naissance dans ou communiqué par un bâtiment dont vous\* êtes propriétaire, locataire ou occupant.  
Restent toutefois assurés les dommages précisés à l'article 8 ;
- les dommages qui découlent de la responsabilité soumise à une assurance obligatoire (notamment ceux visés par la législation sur l'assurance obligatoire des véhicules automoteurs).  
Restent toutefois assurés les dommages précisés à l'article 6.  
Cette exclusion ne vise pas l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans le cadre de l'article 6 § 1 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ;
- les dommages qui résultent de faits de chasse soumis à l'assurance obligatoire, de même que ceux causés par le gibier ;
- les dommages causés par l'emploi de véhicules aériens dont vous\* êtes propriétaire, locataire ou utilisateur ;
- les dommages causés par les biens immeubles qui ne sont pas précisés à l'article 5 ;
- les dommages qui résultent directement ou indirectement de la modification du noyau atomique, de la radioactivité et de la production de radiations ionisantes ;
- les transactions avec le Ministère Public, les amendes judiciaires, transactionnelles ou administratives ainsi que les frais de poursuites répressives.
- Le contrat d'assurance n'accorde pas de garantie ni de prestation pour une quelconque activité assurée dans la mesure où cette activité assurée violerait la moindre loi, sanction ou réglementation applicable des Nations Unies et/ou de l'Union Européenne et/ou toute autre réglementation ou législation nationale en matière des sanctions économiques ou commerciales.

### SECTION 3 : REGLEMENT DU SINISTRE

Les articles suivants énoncent les étapes successives du règlement d'un sinistre\* couvert.

#### Article 13 – Vos obligations en cas de sinistre\*

Pour nous\* permettre de régler au mieux le sinistre\*, certaines démarches sont indispensables. Vous\* devez donc, sous peine de réduire notre prestation à concurrence du préjudice que nous\* subirions :

- prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre\* et pour éviter sa répétition ;
- nous\* déclarer le sinistre\* au plus tard dans les 8 jours de sa survenance, ou si ce délai ne pouvait être respecté, aussi rapidement que cela pourrait raisonnablement se faire. Utilisez dans la mesure du possible le formulaire mis à votre disposition. Sinon, votre écrit doit mentionner les éléments suivants :
  - o les circonstances du sinistre\* (lieu, date de survenance, ...) ;
  - o les causes ;
  - o les noms, prénoms et adresses des personnes lésées et/ou des témoins éventuels ;
- nous\* communiquer sans tarder tous les renseignements et documents utiles que nous\* vous\* demanderons afin de déterminer les circonstances et les causes du sinistre\* et de fixer l'importance du dommage ;
- vous\* abstenir de reconnaître votre responsabilité ou de toute promesse d'indemnisation de paiement à l'égard de tiers\* sans notre accord.

La reconnaissance de la matérialité d'un fait ou votre prise en charge des premiers secours pécuniaires ou des soins médicaux immédiats ne constituent pas une cause de refus de notre garantie ;
- nous\* faire parvenir les actes judiciaires ou extrajudiciaires dans les 48 h de leur notification ;
- comparaître aux audiences, vous\* soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par le tribunal et accomplir les actes de procédure que nous\* vous\* demandons.

Si dans une intention frauduleuse, vous\* n'avez pas exécuté les obligations citées ci-dessus, nous\* pouvons décliner notre garantie.

#### Article 14 – La direction du litige

A partir du moment où notre garantie est due et pour autant qu'il y soit fait appel, nous\* nous\* obligeons à prendre fait et cause pour vous\* dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils et dans la mesure où nos intérêts communs coïncident, nous\* avons le droit de contester à votre place la réclamation de la personne lésée et de l'indemniser s'il y a lieu.

Ces interventions n'impliquent aucune reconnaissance de votre responsabilité et ne peuvent vous\* causer un préjudice.

#### Article 15 – La subrogation

A concurrence du montant de l'indemnité payée, nous\* sommes subrogés dans vos droits et actions ou ceux du bénéficiaire contre les tiers\* responsables du dommage et leurs assureurs de responsabilité civile.

Par conséquent, vous\* ne pouvez accepter une renonciation de recours en faveur d'une personne ou d'un organisme quelconque, sans nous\* en aviser au préalable.

Si la subrogation ne peut plus produire ses effets en notre faveur par votre fait ou celui du bénéficiaire, nous\* pouvons réclamer la restitution de l'indemnité payée à concurrence du préjudice subi.



La subrogation ne peut vous\* nuire, ni au bénéficiaire qui n'a été indemnisé qu'en partie. Dans ce cas, il peut exercer ses droits en priorité par rapport à nous\*, pour ce qui lui reste dû.

Sauf en cas de malveillance, nous\* n'avons aucun recours contre vos ascendants, vos descendants, votre conjoint et vos alliés en ligne directe, les personnes vivant à votre foyer, vos hôtes ou les membres de votre personnel domestique. Toutefois, nous\* pouvons exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

### Article 16 – Notre droit de recours

Lorsque nous\* sommes obligés d'indemniser une victime, nous\* avons un droit de recours contre vous\* dans la mesure où nous\* aurions pu refuser ou réduire notre prestation d'après la loi ou le présent contrat.

Le recours porte sur le paiement des indemnités auxquelles nous\* sommes tenus en principal ainsi que sur les frais judiciaires et les intérêts.

En cas de recours exercé sur base de l'article 12 du présent contrat, notre recours sera limité conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 12 janvier 1984 déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extracontractuelle relative à la vie privée\*.

## SECTION 4 : L'ADMINISTRATION ET LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Dans la présente partie, les dispositions s'adressent au preneur d'assurance.

### Article 17 – La description du risque

A la conclusion du contrat, vous\* êtes tenu de nous\* déclarer toutes les circonstances et éléments dont vous\* avez connaissance et que vous\* considérez raisonnablement comme étant de nature à influencer notre appréciation du risque.

Ces éléments sont ceux à renseigner dans la "proposition d'assurance".

Toute modification de ces éléments doit aussi nous\* être déclarée en cours de contrat.

### Article 18 – La description inexacte ou incomplète du risque ou l'aggravation de celui-ci

Dans le délai d'un mois à compter du jour où nous\* avons eu connaissance d'une description inexacte ou incomplète du risque ou de son aggravation, nous\* vous\* proposerons :

- soit de modifier le contrat avec effet au jour où nous\* en avons pris connaissance. Toutefois, si vous\* n'acceptez pas ces nouvelles conditions dans le mois suivant votre réception de notre proposition de modification du contrat nous\* résilierons le contrat dans les 15 jours suivants ;
- soit de résilier le contrat si nous\* prouvons que nous\* n'aurions jamais assuré ce risque.

Lorsqu'un sinistre\* survient avant l'adaptation ou la résiliation du contrat :

- si l'inexactitude ou l'omission ne peut vous\* être reprochée, nous\* n'appliquerons aucune sanction ;
- si l'inexactitude ou l'omission peut vous\* être reprochée, nous\* ne fournirons notre prestation que dans le rapport entre la prime payée et la prime que vous\* auriez dû payer ;
- si nous\* prouvons que nous\* n'aurions jamais assuré ce risque, nous\* ne fournirons aucune prestation et nous\* résilierons le contrat dans le mois en vous\* remboursant la totalité des primes payées depuis le moment où le risque est devenu inassurable ;
- si l'inexactitude ou l'omission est commise intentionnellement pour nous\* induire en erreur sur l'appréciation du risque, nous\* ne fournirons aucune prestation et nous\* résilierons le contrat à effet immédiat en conservant les primes déjà payées à titre de dommages et intérêts.

### Article 19 – La diminution du risque

A partir du jour où nous\* avons connaissance que le risque de survenance de l'événement assuré a diminué de façon sensible et durable au point que d'autres conditions auraient été consenties au moment de la conclusion du contrat, la prime sera diminuée en proportion. Vous\* conservez néanmoins le droit de résilier le contrat (dans le mois qui suit votre demande de diminution) si vous\* refusez ces nouvelles conditions.

### Article 20 – La prime

- La prime, majorée des taxes, des cotisations et des frais, est payable par anticipation à la date d'échéance du contrat, sur simple présentation de la quittance ou à la réception de l'avis d'échéance.
- En cas de défaut de paiement, vous\* recevrez une lettre recommandée valant mise en demeure. Si la prime n'est toujours pas payée dans un délai de 15 jours à dater du lendemain de l'envoi de cette lettre, le contrat sera résilié ou les garanties seront suspendues selon ce qui y sera indiqué. Dans ce dernier cas, les garanties ne reprendront leur effet qu'au moment du paiement des primes dues, augmentées, s'il y a lieu, des intérêts et des frais de recouvrement.
- Lorsque le contrat est résilié ou que la prime est diminuée quelle qu'en soit la cause, la prime payée, afférente à la période d'assurance postérieure à la date de prise d'effet de la résiliation ou de la diminution, est remboursée respectivement en totalité ou à concurrence de la diminution dans un délai de 15 jours à compter de cette prise d'effet.

### Article 21 – La prise d'effet et la durée du contrat

La durée du contrat est mentionnée dans les conditions particulières. Elle est d'un an maximum.

Un contrat d'un an est renouvelé tacitement pour des périodes successives d'un an, sauf :

a) si vous\* le résiliez au moins 2 mois avant l'expiration de la période en cours

ou

b) si nous\* le résilions au moins 3 mois avant l'expiration de la période en cours.

Si le délai entre la date de conclusion du contrat et la date de prise d'effet de la couverture est supérieur à 1 an, vous\* avez le droit de résilier le contrat jusqu'à 3 mois avant la prise d'effet de la couverture. A l'article 22 vous\* trouverez plus d'informations sur la résiliation du contrat.

### Article 22 – Les possibilités de résiliation en cours de contrat

#### **Vous\* pouvez résilier le contrat :**

- jusqu'à 2 mois avant l'échéance annuelle du contrat si vous\* l'avez conclu à partir du 1er octobre 2024 ou s'il a déjà été tacitement reconduit à partir de cette date.
- Vous\* avez souscrit le contrat en tant que consommateur ? Alors vous\* bénéficiez du droit, à partir de la deuxième année d'assurance, de résilier votre contrat à tout moment, sans frais ni pénalité, conformément à l'article 85/1 de la loi relative aux assurances du 4 avril 2014. Cette résiliation prendra effet au terme d'un délai de 2 mois, à compter du lendemain de votre notification de résiliation.
- si un mois après votre demande de révision de la prime suite à la diminution du risque, aucun accord n'est intervenu ;
- après la survenance d'un sinistre\* et au plus tard un mois après le paiement ou notre refus de paiement de l'indemnité ;
- si nous\* résilions partiellement le contrat, au plus tard dans le mois de la signification ;
- en cas de modifications des conditions ou du tarif comme stipulé à l'article 24.

### Nous\* pouvons résilier le contrat en tout ou en partie :

- jusqu'à 3 mois avant l'échéance annuelle du contrat
- en cas de description inexacte ou incomplète du risque ou de son aggravation comme stipulé à l'article 18 ;
- en cas de non-paiement de la prime comme stipulé à l'article 20 ;
- après la survenance d'un sinistre\* et au plus tard un mois après le paiement ou notre refus de paiement de l'indemnité ;
- en cas de promulgation de nouvelles dispositions du droit belge qui peuvent modifier l'étendue de la garantie.

### Article 23 – Les formes de résiliation et leur prise d'effet

- La résiliation du contrat s'effectue soit par envoi recommandé, soit par exploit d'huissier, soit par remise d'une lettre contre récépissé.

La résiliation pour non-paiement de prime s'effectue selon les modalités prévues à l'article 20.

- Sauf dans les cas visés aux articles 20, 21 et en cas de non-exécution frauduleuse des obligations imposées en cas de sinistre\*, la résiliation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la signification, de la date du récépissé ou du dépôt de l'envoi recommandé.

### Article 24 – Les modifications des conditions et/ou du tarif

Si nous\* modifions nos conditions d'assurance et/ou notre tarif, nous\* pouvons les appliquer à l'échéance annuelle suivante, après vous\* en avoir avisé. Toutefois, vous\* pouvez résilier le contrat jusqu'à 3 mois à compter de l'envoi de notre avis de modification.

La résiliation prend effet après 1 mois à compter du lendemain de la notification de la résiliation.

Cette faculté de résiliation n'existe pas lorsque la modification des conditions ou du tarif résulte d'une adaptation générale imposée par les autorités compétentes et qui, dans son application, est uniforme pour toutes les compagnies d'assurances.

### Article 25 – Le décès du preneur d'assurance

Si le preneur d'assurance vient à décéder, le contrat est maintenu au profit des assurés. Il peut être résilié dans les 3 mois et 40 jours qui suivent le décès.

Nous\* pouvons, nous\*-mêmes, résilier le contrat dans les 3 mois suivant le jour où nous\* avons eu connaissance du décès.

### Article 26 – Les communications et notifications réciproques

Les communications et notifications qui nous\* sont destinées doivent être envoyées à notre siège social : Boulevard du Roi Albert II, n° 32 à 1000 BRUXELLES.

Les communications et notifications qui vous\* sont destinées sont envoyées à la dernière adresse que vous\* nous\* avez communiquée. À ce titre, vous\* avez l'obligation de nous\* déclarer tout changement d'adresse dans les plus brefs délais.

### Article 27 – La hiérarchie des conditions

Les conditions particulières complètent les conditions générales et les abrogent dans la mesure où elles leur seraient contraires.

## **PARTIE 2. LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE VIE PRIVEE**

Les définitions ainsi que les articles 3, 17 à 27 de la Garantie Responsabilité Civile Vie Privée\* sont applicables dans la mesure où les dispositions reprises ci-après n'y dérogent pas.

### **Article 1 – L'objet de la garantie**

- Nous\* assurons votre défense pénale lorsque vous\* êtes poursuivi en justice :
  - o à la suite d'un sinistre\* couvert par l'assurance de la responsabilité civile de ce contrat d'assurance ;
  - o pour infraction aux lois et règlements relatifs à la police de la circulation routière comme piéton, cycliste ou usager de tout autre cycle non motorisé.
  - o La défense pénale comprend également l'assistance par votre avocat lors du premier interrogatoire (y compris la consultation chez votre avocat, préalable à cet interrogatoire) dans le cadre de la loi Salduz, à concurrence de maximum 500 euro.
- Nous\* exerçons un recours civil contre les tiers\* dont la responsabilité extra contractuelle est engagée envers vous\* dans le cadre de votre vie privée\* pour obtenir indemnisation :
  - o des dommages corporels que vous\* avez subis
  - o des dégâts causés à vos biens ainsi que de leurs conséquences.

Ne font pas partie de l'objet de la présente garantie, les recours civils contre les tiers\* dont la responsabilité extracontractuelle est susceptible d'être engagée envers vous\* en raison d'un manquement contractuel qu'ils auraient commis. Conformément à l'article 5 du présent contrat, les sinistres d'ordre contractuel sont exclus.

- L'insolvabilité de tiers\* :  
si lors de l'exercice d'un recours civil garanti, le tiers\* responsable est insolvable, nous\* vous\* garantissons, à concurrence de 12.500 EUR par sinistre\*, le paiement de l'indemnité mise à charge de ce tiers\* à condition qu'aucun organisme public ou privé ne puisse en être déclaré débiteur. Nous\* accorderons toutefois toujours notre intervention avant le Fonds pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

En cas d'insuffisance du montant assuré, le preneur d'assurance, son conjoint ou son cohabitant légal et leurs enfants auront la priorité vis-à-vis des autres assurés.

### **Article 2 – Prestations**

*Nous\* fournissons*

notre assistance juridique en mettant en oeuvre les moyens juridiques nécessaires à la défense de vos intérêts, tant sur le plan amiable que dans le cadre de toute procédure judiciaire.

*Nous\* prenons en charge, dans les limites des montants assurés*

- les frais relatifs à toutes démarches et enquêtes, les frais et honoraires d'un seul avocat, d'un expert et d'un huissier nécessaires à la défense de vos intérêts, les frais de procédure judiciaire et extrajudiciaire ;
- en cas d'arbitrage, de médiation ou de toute autre forme non judiciaire de règlement des conflits : les frais et honoraires de la personne possédant les qualifications requises et désignée à cet effet. Cette personne doit être agréée et le mode de règlement doit soit être prévu par la loi, soit être reconnu dans la pratique des secteurs concernés.
- après concertation et sur production des pièces justificatives, le remboursement de vos frais de déplacement par transport public ainsi que vos frais de séjour nécessités pour votre comparution légalement prescrite et ordonnée, en qualité de prévenu, devant une Cour ou un Tribunal étranger. En tout état de cause, notre intervention est limitée à concurrence d'un montant maximum de 500 EUR.

### Article 3 – La cession de la garantie

En cas de décès d'un assuré\* avant le règlement du sinistre\*, la garantie pour ce sinistre\* est indivisiblement reportée sur ses ayants droit. Par ailleurs, si un assuré\* bénéficiant de la présente garantie décède ou subit des lésions corporelles la garantie sera acquise aux autres assurés\* qui subissent de ce fait un dommage, pour toute action contre un éventuel tiers\* responsable.

### Article 4 – Montant assuré

L'intervention financière est acquise à concurrence de 50.000 EUR par sinistre\*, quel que soit le nombre des assurés\* impliqués dans ce sinistre\*.

En cas d'insuffisance du montant assuré, le preneur d'assurance fixe la priorité à accorder à chacun des assurés\*.

### Article 5 – Exclusions

#### La garantie ne s'applique pas :

- aux amendes, décimes additionnels et transactions avec le Ministère Public et les frais relatifs à l'instance pénale ;
- lorsque le montant du dommage en principal à récupérer est inférieur au montant de la franchise contractuelle prévue dans la garantie responsabilité civile. Ce montant s'entend par sinistre\*, quel que soit le nombre d'assurés\* impliqués dans ce sinistre\* ;
- pour les litiges à soumettre à la Cour de Cassation lorsque le montant de l'enjeu, s'il est évaluable, n'atteint pas 1.250 euros en principal ;
- au recours pour les dommages\* matériels\* subis par un bâtiment assuré et/ou son contenu à la suite d'un feu, d'un incendie, d'une explosion ou fumée consécutive à ces événements ;
- au recours fondé sur base de l'article 3.101 du Code civil belge ou d'une législation étrangère analogue ;
- à la prévention des troubles de voisinage (article 3.102 du Code civil ou règles similaires de droit étranger) ;
- aux cas de vol, de perte ou de disparition de vos biens, ainsi qu'aux malversations, détournements, faux en écriture, fraude, escroquerie et harcèlement ;
- aux sinistres auxquels vous\* êtes confronté en tant que propriétaire, détenteur ou conducteur d'un véhicule automoteur soumis à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs sauf lors de l'usage de chaises roulantes électriques, d'engins de jardinage, d'un engin aérien, d'un bateau à moteur de plus de 10 cv, d'un jet ski ou d'un bateau à voile de plus de 300 kg. Toutefois la garantie est acquise lorsqu'un assuré qui à l'insu de ses parents, ou des personnes qui l'ont sous leur garde, conduit un véhicule avant d'avoir l'âge légalement requis pour ce faire ;
- aux sinistres relatifs aux animaux autres que domestiques, à savoir les animaux sauvages même domptés y compris le gibier ;
- aux sinistres relatifs à la pratique de la chasse, ou organisation de parties de chasse ;
- aux sinistres relatifs aux dommages occasionnés aux immeubles que vous\* n'occupez pas à titre de résidence principale, de seconde résidence à usage privé ou de résidence de vacances.

La couverture reste toutefois acquise pour les dommages causés :

- o à la partie d'immeuble que vous\* utilisez comme bureau d'affaires ou cabinet de consultation
  - o à la partie d'immeuble que vous\* donnez en location sauf si cette partie comprend plus de 3 appartements et/ou garages
  - o à la partie d'immeuble que vos enfants occupent dans le cadre de leurs études
  - o à l'immeuble ou à la partie de l'immeuble qui vous\* sert de seconde résidence ou de résidence de villégiature y compris aux caravanes
  - o à vos garages à usage privé
  - o à vos jardins et terrains sans dépasser au total 20 ha
  - o à vos ascenseurs et monte-charge
  - o à l'immeuble en cours de construction, reconstruction ou transformation qui sert ou vous\* servira de résidence principale ou secondaire
- aux sinistres qui sont la conséquence de guerres, guerres civiles, grèves, ou actes de violence d'inspiration collective ou d'actes de terrorisme, conflits du travail auxquels l'assuré a participé
  - aux sinistres relatifs aux dommages que vous\* subissez à la suite d'atteintes à l'environnement (au sol, à l'air et l'eau) de pollutions et nuisances, glissements ou mouvements de terrains ainsi que les dommages qui résultent d'un risque nucléaire
  - lorsque votre recours est exercé à l'encontre d'un autre assuré
  - pour tout litige ou poursuite dont la cause est un fait intentionnel d'un assuré ayant atteint l'âge de 18 ans. Dans ce cas les frais visés à l'article 2 ne seront pas pris en charge sauf si une décision judiciaire passée en force de chose jugée a prononcé l'acquiescement de l'assuré
  - aux sinistres consécutifs à un acte d'un assuré ayant atteint l'âge de 18 ans résultants de l'état d'ivresse ou d'un état analogue causé par l'utilisation de produits ou substances autres que des boissons alcoolisées
  - aux sinistres résultants de votre participation active à un pari, défi ou rixe
  - aux sinistres d'ordre contractuel
  - aux sinistres relatifs aux donations, successions, testaments, servitudes qui ne sont pas établis par la loi, ou aux droits intellectuels
  - aux recours civils suite à une erreur médicale.

### Article 6 – Vos obligations en cas de sinistre\*

- **Déclaration**

Tout sinistre\* doit nous\* être déclaré par écrit et dans les plus brefs délais. La déclaration doit indiquer le lieu, date, causes, circonstances et conséquences du sinistre\*, les noms, prénoms et domiciles des témoins et des personnes impliquées.

Tous frais et honoraires engagés avant que la déclaration n'ait été faite restent à votre charge.

### • Transmission des pièces

Vous\* devez nous\* transmettre, dans les 48 heures de leur réception, tous documents qui vous\* seraient notifiés, notamment tous actes judiciaires ou extrajudiciaires.

### • Renseignements

Vous\* devez, en outre, nous\* fournir tous les renseignements et documents utiles et nous\* faciliter toutes recherches relatives au sinistre\*.

### • Sanction

- o Les frais résultant du défaut ou du retard mis à accomplir les obligations fixées ci-avant ne sont pas pris en charge. La charge de la preuve du préjudice nous\* incombe ;
- o Vous\* êtes déchu de tout droit à la garantie et vous\* êtes tenu de nous\* rembourser les sommes exposées en cas de déclaration volontairement fausse, de réticence ou de manquement volontaire à vos obligations en cas de sinistre\*.

## Article 7 – Le libre choix d’avocat et d’expert

- Nous\* fournissons notre assistance juridique avec tous les moyens nécessaires à la défense de vos intérêts : d’abord à l’amiable, mais également, si nous\* ne parvenons pas à trouver une solution satisfaisante, au travers d’une procédure (judiciaire ou extrajudiciaire).
- Lorsqu’un conflit d’intérêts surgit entre vous\* et nous\* ou s’il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou d’arbitrage, vous\* pouvez choisir librement un (= 1) avocat. Vous\* pouvez choisir une personne autre qu’un avocat pour défendre vos intérêts si celle-ci a les qualifications requises par la loi applicable à la procédure.
- En cas d’un arbitrage, d’une médiation ou d’un autre mode non judiciaire de règlement des conflits, vous\* avez la liberté de choisir une (= 1) personne ayant les qualifications requises et désignée à cette fin. Cette personne doit être agréée et le mode de règlement doit soit être prévu par la loi, soit être reconnu dans la pratique des secteurs concernés.

Toutefois, si vous\* choisissez :

- o un avocat non inscrit à un Barreau belge pour une affaire qui doit être plaidée en Belgique ;
  - o pour une affaire plaidée à l’étranger, un avocat non inscrit à un Barreau du ressort de la juridiction dans laquelle elle doit être plaidée ;
  - o un expert exerçant dans une autre province que celle où la mission doit être effectuée ;
  - o vous\* faites un usage abusif de la possibilité de changer d’avocat pendant la procédure ;
  - o vous\* supportez personnellement les frais et honoraires supplémentaires qui en résulteraient.
- Vous\* vous\* engagez à ce que votre avocat nous\* renseigne régulièrement quant à l’évolution de l’affaire. Si nous\* estimons anormalement élevés les frais et honoraires de l’avocat, du huissier et de l’expert choisis, vous\* vous\* engagez, à notre demande, à solliciter, soit de l’autorité disciplinaire dont ils dépendent, soit du Tribunal compétent, qu’ils en fixent le montant.

## Article 8 – Clause d’objectivité

En cas de divergence d’opinion entre vous\* et nous\* quant à l’attitude à adopter pour régler le sinistre\* et après notification de notre point de vue ou de notre refus de suivre votre thèse, vous\* pouvez, sans préjudice de la possibilité d’engager une procédure judiciaire, produire à l’appui de votre thèse une

consultation écrite et motivée de l’avocat qui s’occupe déjà de la défense de vos intérêts ou, à défaut d’un avocat de votre choix.

Si l’avocat confirme notre position, vous\* êtes remboursé de la moitié des frais et honoraires de cette consultation.

Si contre l'avis de cet avocat, vous\* engagez à vos frais une procédure et obtenez un meilleur résultat que celui que vous\* auriez obtenu si vous\* aviez accepté notre point de vue, nous\* sommes tenus de fournir notre garantie et de rembourser les frais et honoraires de la consultation qui seraient restés à votre charge.

Si l'avocat consulté confirme votre thèse, nous\* sommes tenus, quelle que soit l'issue de la procédure, de fournir notre garantie y compris les frais et honoraires de la consultation.

### Article 9 – Subrogation

Nous\* sommes subrogés dans vos droits pour la récupération des frais de justice, de l'indemnité de procédure ou de toute autre avance que nous\* avons faite.

Si par votre fait la subrogation ne peut plus produire ses effets en notre faveur, nous\* pouvons vous\* réclamer la restitution de l'indemnité versée à concurrence du préjudice subi.

La subrogation ne peut nuire ni à l'assuré ni au bénéficiaire qui n'auraient été indemnisés qu'en partie. Dans ce cas, ils peuvent exercer leurs droits, pour ce qui leur reste dû, de préférence à la compagnie.

Sauf en cas de malveillance, nous\* n'exercerons pas notre droit de subrogation contre vos descendants, vos ascendants, votre conjoint et vos alliés en ligne directe, ni contre les personnes vivant à votre foyer, vos hôtes et les membres de votre personnel domestique.

### Article 10 – Le cautionnement

Lorsqu'à la suite d'un sinistre\* survenu dans un pays étranger, vous\* êtes détenu et qu'un cautionnement est exigé pour votre mise en liberté, nous\* sommes tenus de donner notre caution personnelle le plus promptement possible ou, si c'est nécessaire, de verser le cautionnement.

Si vous\* avez versé le cautionnement, nous\* lui substituons notre caution personnelle ou, si celle-ci n'est pas admise, nous\* remboursons.

En aucun cas, notre intervention ne peut nous\* engager au-delà de 15.000 EUR.

Dès l'instant où le cautionnement versé est libéré, vous\* devez sous peine de dommages et intérêts, remplir toutes les formalités qui pourraient être exigées pour que nous\* obtenions le remboursement.

Lorsque notre cautionnement est confisqué ou est affecté, en tout ou en partie, au paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou des frais de justice relatifs aux instances pénales, vous\* êtes tenu de nous\* rembourser à la première demande.

### Article 11 – Frais de recherche d'enfants disparus

Si la disparition d'un enfant mineur d'âge d'un assuré est déclarée aux services de Police dans les 48 heures, nous\* prenons en charge les frais exposés par le(s) parent(s) dans le cadre des recherches.

Ces frais sont pris en charge jusqu'à concurrence de 6.250 EUR.

### Article 12 – Avance de la franchise du contrat RC Vie Privée\*

Si, dans le cadre d'un sinistre\* couvert, le tiers\* dûment identifié dont la responsabilité est établie ne procède pas au paiement de la franchise après deux invitations à le faire, nous\* avançons la franchise de base contractuelle prévue au contrat R.C. Vie Privée\* de ce tiers\*.

Suite à ce paiement, nous\* sommes subrogés dans vos droits.



### PARTIE 3. DEFINITIONS

Cette liste est établie par ordre alphabétique et reprend tous les termes indiqués par un astérisque dans les présentes conditions générales.

#### Animal domestique

L'animal qui vit auprès de l'homme pour son utilité ou sa compagnie, si la loi l'autorise.

#### Dommage corporel

Toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne. Nous n'intervenons pas pour le dommage moral pur sauf si vous\* subissez un dommage moral dû au décès d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré (et par analogie pour les cohabitants légaux).

#### Dommage matériel

Toute détérioration, destruction de vos biens ou atteinte à un animal à l'exclusion de toute perte d'ordre purement financier.

#### Nous

L'entreprise d'assurances

#### Sinistre

En responsabilité civile : la survenance d'un dommage causé à un tiers\* et qui donne lieu à la garantie du contrat. L'ensemble des dommages qui résultent d'un même fait, d'un même acte ou d'une même omission constitue un seul et même sinistre\*, quel que soit le nombre de tiers\* concernés.

En protection juridique : la survenance d'un litige dans le cadre duquel l'assuré doit faire valoir ses droits à l'égard d'un tiers pour autant que l'évènement dommageable se soit produit dans la période de couverture du contrat.

#### Tiers

les personnes autres que :

- le preneur d'assurance et les personnes qui vivent à son foyer ainsi que les élèves, étudiants, miliciens ou objecteurs de conscience qui logent en dehors de la résidence principale pour les besoins de leurs activités ;
- les autres assurés lorsque leur responsabilité est engagée.

#### Vie privée

Sont inclus tous les faits, actes ou omissions qui ne découlent pas de l'exercice d'une activité professionnelle. Sont considérés comme activités de la vie privée\* :

- les services rendus à autrui par les enfants assurés pendant leurs vacances scolaires ou loisirs, gratuitement ou non ;
- la garde occasionnelle d'enfants de tiers\* (baby-sitting) ou d'animaux domestiques à des tiers\*, gratuitement ou non ;
- les déplacements, même professionnels ;
- le volontariat c'est à dire toute activité :
  - o qui est exercée sans rétribution ni obligation ;
  - o qui est exercée au profit d'une ou de plusieurs personnes autres que celle qui exerce l'activité, d'un groupe ou d'une organisation sans but lucratif ou encore de la collectivité dans son ensemble ;

- o qui est organisée par une organisation sans but lucratif autre que le cadre familial ou privé de celui qui exerce l'activité ;
- o et qui n'est pas exercée par la même personne et pour la même organisation sans but lucratif dans le cadre d'un contrat de travail, d'un contrat de services ou d'une désignation statutaire.

### Vous

les assurés, c'est-à-dire :

- le preneur d'assurance lorsqu'il a sa résidence principale en Belgique ;
- les personnes vivant à son foyer.

Ces personnes conservent le bénéfice de la garantie lorsqu'elles sont :

- élèves ou étudiants et qu'ils logent, pour les besoins de leurs études, en dehors de la résidence principale du preneur d'assurance ;
- miliciens ou objecteurs de conscience pour autant que l'autorité militaire ou l'organisme ou service auquel ils sont respectivement soumis, ne soit pas responsable de leurs actes ;
- des enfants du preneur d'assurance ou de la personne avec laquelle il cohabite qui ne résident pas au foyer du preneur d'assurance lorsqu'ils sont :
  - mineurs et entretenus de leurs deniers ;
  - ou
  - sous statut de minorité prolongée ;
- logées en dehors de la résidence principale du preneur d'assurance en raison d'une séparation de fait avec celui-ci. Pour la personne ayant vécu maritalement ou sous le régime de cohabitation légale avec le preneur d'assurance, ainsi que pour leurs enfants vivant avec eux à ce moment, nous\* limitons la durée de cette garantie à un an après la date de séparation de fait ;
- les personnes ayant quitté votre foyer mais dépendant économiquement et à titre principal de vous\* ou votre conjoint ou partenaire cohabitant.

Uniquement pour la Garantie Responsabilité civile Vie Privée\*, la qualité d'assuré est étendue aux personnes suivantes :

- les personnes qui, dans le cadre d'un programme d'échange d'étudiants, séjournent au foyer du preneur d'assurance ;
- les membres du personnel de maison ainsi que les aides familiales lorsqu'ils agissent au service privé du preneur d'assurance ou d'une personne qui vit à son foyer ;
- les personnes qui assument gratuitement ou non, mais en dehors de toute activité professionnelle la garde :
  - des assurés mineurs ou placés sous statut de minorité prolongée,
  - des animaux domestiques qui appartiennent aux assurés, lorsque leur responsabilité est engagée du fait de cette garde ;
- les enfants de tiers\* ou les personnes placées sous statut de minorité prolongée, pendant qu'ils se trouvent sous la garde des assurés.

## PARTIE 4. CONDITIONS GENERALES : BIKE ASSISTANCE

### I. DISPOSITIONS COMMUNES

#### 1. Définitions

Dans le présent contrat, les termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-dessous :

- 1.1. L'assureur et l'assiste :  
La compagnie d'assurances pour les formules d'assistance est : AWP P&C S.A. - Belgian branch, dénommé ci-après : « Allianz Partners » ou « AWP » Boulevard du Roi Albert II 32, 1000 Bruxelles, Belgique  
Tél. : +32 (0)2 290 64 11 Fax : +32 (0)2 290 64 19 [www.allianz-assistance.be](http://www.allianz-assistance.be)  
L'entreprise est agréée par la FSMA sous le numéro 2769. Numéro d'entreprise : 0837.437.919 AWP P&C S.A. - Belgian branch est la succursale belge de la compagnie française d'assurance AWP P&C S.A., rue Dora Maar 7 à 93400 Saint-Ouen, RCS Bobigny 519 490 080
- 1.2. Le gestionnaire de votre contrat :  
Allianz Benelux nv. (dénommé dans le texte : Allianz), Bd du Roi Albert II, 32 - 1000 Bruxelles, agréée sous le numéro 0097 – numéro d'entreprise : 0403.258.197, agréée comme intermédiaire sous le numéro 027452A, qui a reçu mandat d'émettre les présentes garanties et d'en assumer la gestion administrative.
- 1.3. Le preneur d'assurance :  
La personne physique ou morale qui a conclu le présent contrat et dont le domicile, pour la personne physique, et le siège, pour la personne morale, est situé en Belgique.
- 1.4. Les personnes assurées :  
Les personnes physiques assurées par l'assurance Family Plan.  
Dans les conditions générales, les personnes assurées sont désignées par les termes « vous\* » ou « votre ».
- 1.5. Le deux-roues assuré :  
Le deux-roues assuré doit être la propriété d'une personne assurée et du type vélo ou vélo électrique.
- 1.6. Votre domicile :  
Votre lieu de domicile, devant être situé en Belgique.
- 1.7. Accident :  
Un événement soudain et extérieur, indépendant de votre volonté, causant l'immobilisation de votre deux-roues sur le lieu de survenance de l'évènement.
- 1.8. Panne :  
Une soudaine défaillance mécanique, électrique ou électronique immobilisant votre deux-roues sur le lieu de survenance de l'évènement.
- 1.9. Rapatriement :  
Le retour à votre domicile.

#### 2. Gestion, correspondance et communications

- 2.1. La gestion de votre contrat :  
Allianz est le gestionnaire de votre contrat. Toute communication concernant la gestion administrative de votre contrat doit être faite à Allianz, Bd du Roi Albert II, 32 - 1000 Bruxelles. Les courriers qui vous\* sont adressés sont valablement envoyés à l'adresse reprise dans les Conditions Particulières ou à l'adresse que vous\* communiquerez ultérieurement par écrit à Allianz.
- 2.2. Toute communication concernant un sinistre\* :  
Toute communication concernant un sinistre\* doit être faite à Allianz Global Assistance, Bd du Roi Albert II, 32 à 1000 Bruxelles. Les courriers qui vous\* sont adressés sont valablement envoyés à l'adresse reprise dans les Conditions Particulières ou à l'adresse que vous\* communiquerez ultérieurement par écrit à Allianz.

### 3. Objet du présent contrat

Dans les limites des conditions, des modalités et des montants spécifiés dans les Conditions Générales et particulières, le présent contrat garantit la mise en œuvre des moyens les plus appropriés pour l'exécution des prestations garanties en faveur des personnes assurées.

La responsabilité de Allianz Global Assistance ne peut être engagée en cas de retards ou de non-exécution des services convenus pour autant que ces retards ou cette non-exécution soient dus à : cas de force majeure, événement imprévisible, grève, guerre civile, guerre, émeute, insurrection, décision des autorités, restriction de la libre circulation, rayonnement radioactif, explosion, sabotage, détournement ou terrorisme.

### 4. Territorialité

Dans un rayon de 50 kilomètres autour de votre domicile ou votre résidence temporaire en Belgique, avec une franchise de 2 kilomètres autour de votre domicile ou votre résidence temporaire.

### 5. Subrogation

Allianz Global Assistance est subrogé à concurrence des indemnités payées dans vos droits et vos créances contre des tiers\*.

Si, par votre fait, la subrogation ne peut pas produire ses effets, Allianz Global Assistance peut vous\* réclamer la restitution des indemnités payées dans la mesure du préjudice que Allianz Global Assistance a subi.

### 6. Choix des moyens utilisés dans l'exécution des engagements

Les prestations fournies et/ou le paiement des montants prévus en exécution du présent contrat ne peuvent jamais constituer une source d'enrichissement pour le bénéficiaire.

Si un transport ou un rapatriement doit être effectué c'est Allianz Global Assistance qui choisit les moyens les plus adéquats.

A cet égard, Allianz Global Assistance tient compte du moyen de transport et des frais qui étaient prévus à l'origine et donne priorité à ces moyens s'ils peuvent encore être utilisés.

### 7. Assistance organisée par vous\*-même

L'organisation d'une prestation prévue dans le cadre du présent contrat, ainsi que l'engagement de frais qui y ont trait, par une personne assurée ou son entourage, ne peuvent être indemnisés que si Allianz Global Assistance en a été averti et a au préalable et expressément marqué son accord par la communication d'un numéro de dossier.

Dans tous les cas, les frais engagés à l'occasion d'une assistance organisée par vous\*-même ne sont indemnisés qu'après présentation des notes de frais originales et de l'ensemble des éléments qui viennent prouver les faits donnant droit à la garantie.

Les frais engagés à l'occasion d'une assistance organisée par vous\*-même ne sont remboursés qu'à concurrence des montants mentionnés dans les présentes Conditions Générales et dans les limites des frais que Allianz Global Assistance aurait pris à sa charge s'il avait organisé lui-même l'assistance.

### 8. Prescription

Toute créance découlant du présent contrat est prescrite après trois ans à compter de la date de l'événement qui fait naître la créance.

### 9. Règles juridiques – Pouvoir juridique

Ce contrat est régi par ces Conditions Générales et Particulières, les dispositions de la Loi sur le Contrat d'Assurance Terrestre et la Législation belge. Toute félicitation ou toute plainte concernant nos services peut nous\* être adressée :

- par courrier à l'attention du service qualité ;
- par fax : +32 2 290 65 26 ;
- par e-mail : [quality@allianz-global-assistance.be](mailto:quality@allianz-global-assistance.be).

Si, après le traitement de votre plainte par nos services, un désaccord persiste, vous\* avez une possibilité de recours auprès de l'Ombudsman des Assurances, de Meeûsquare 35, 1000 Bruxelles, [info@ombudsman.as](mailto:info@ombudsman.as), fax +32 2 547 59 75.

### 10. Vos obligations

Hormis celles qui découlent des dispositions des présentes Conditions Générales, vos obligations sont les suivantes :

- 10.1. La communication d'un sinistre\* :  
En cas de sinistre\*, contacter immédiatement – après avoir reçu les premiers soins d'urgence – Allianz Global Assistance et se conformer à ses instructions : téléphoner (24 heures sur 24) au numéro +32 2 773 61 77.
- 10.2. La fourniture de renseignements utiles :  
Sans attendre, et dans tous les cas dans un délai de 30 jours, fournir tous les renseignements utiles à Allianz Global Assistance et répondre aux questions qui vous\* sont posées afin d'être en mesure de déterminer les circonstances et l'ampleur des dommages.
- 10.3. Prévention de sinistres :  
Prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter un sinistre\*. Ensuite, prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les conséquences négatives d'un sinistre\*.
- 10.4. Autres assurances :  
Si vous\* bénéficiez d'autres assurances couvrant le même risque, communiquer à Allianz Global Assistance les garanties et l'identité de ces assureurs.
- 10.5. La preuve des dommages matériels :  
En cas de tentative de vol, de vol ou d'acte de vandalisme, faire dresser immédiatement un procès-verbal par les autorités judiciaires les plus proches du lieu où les faits se sont produits ou ont été constatés par vous\*. Ensuite, tant lors de la livraison que de l'enlèvement de votre deux-roues, toujours faire dresser un rapport détaillé concernant l'état de votre deux-roues si Allianz Global Assistance transporte ou rapatrie votre deux-roues pour éviter toute contestation ultérieure.
- 10.6. Sanctions en cas de non-respect de vos obligations :  
Si vous\* ne respectez pas l'une de vos obligations et s'il existe un lien avec le sinistre\*, vous\* perdez vos droits à l'assistance. Toutefois, dans les cas prévus aux articles I, 10.1., 10.2., 10.3., Allianz Global Assistance n'est autorisé à réduire ses prestations que du préjudice subi par lui.  
Le non-respect de vos obligations à des fins frauduleuses, l'omission ou l'inexactitude intentionnelles dans une déclaration entraîne systématiquement la perte de l'ensemble de vos droits à l'assistance.

### 11. Exclusions et restrictions

- 11.1. Exclusions générales :
  - 11.1.1. Tous sinistres existant avant ou au moment de la prise d'effet de la garantie en question ou au moment du déplacement et leurs conséquences.
  - 11.1.2. Toutes circonstances connues ou présentes au moment de la prise d'effet de la garantie en question ou au moment du déplacement, par lesquelles le sinistre\* pouvait raisonnablement être anticipé.
  - 11.1.3. L'usage abusif de médicaments, la consommation de drogues, de stupéfiants ou d'excitants, l'ivresse ou l'alcoolisme.
  - 11.1.4. Un comportement inconsidéré et des activités impliquant des risques particuliers de travail ou d'entreprise.

- 11.1.5. La participation à des paris, crimes ou rixes, sauf en cas de légitime défense.
- 11.1.6. Les grèves, les décisions des autorités, la limitation de la libre circulation, les rayonnements radioactifs ou le non-respect volontaire des dispositions légales ou officielles.
- 11.1.7. Les guerres, les guerres civiles, les insurrections, les révolutions ou les émeutes.
- 11.1.8. La responsabilité de Allianz Global Assistance ne peut être engagée en cas de retard ou de non-exécution des services convenus pour autant que ce retard ou cette non-exécution soient dus à : cas de force majeure, événement imprévisible, grève, guerre civile, guerre, émeute, insurrection, décision des autorités, restriction de la libre circulation, rayonnement radioactif, explosion, sabotage, détournement ou terrorisme.
- 11.1.9. Tous les dommages qui sont la conséquence des assistances, transports, rapatriements ou réparations qui ont été effectués avec votre accord et sous votre contrôle. Seul le prestataire de services est responsable des dommages suivant une prestation qu'il a effectuée.
- 11.1.10. Faillite et insolvabilité.
- 11.1.11. Tentative de suicide et suicide.
- 11.1.12. Les attentats terroristes.
- 11.1.13. Les épidémies et la quarantaine.
- 11.1.14. Catastrophes naturelles.
- 11.1.15. Toutes les conséquences des exclusions mentionnées dans le présent contrat.
- 11.2. Limitations :
  - 11.2.1. Remorquage organisé par vous-même  
Le remboursement par Allianz Global Assistance est limité à 250 EUR par deux-roues.  
Cette limitation n'est pas d'application si le deux-roues immobilisé a été enlevé par une instance officielle ou après un accident de la circulation à cause duquel vous\* avez subi une lésion physique à cause de laquelle vous\* étiez dans l'impossibilité de contacter Allianz Global Assistance.
  - 11.2.2. L'assistance ne peut être fournie qu'aux endroits librement accessibles aux assistants, ceci à l'appréciation d'Allianz Global Assistance.
  - 11.2.3. L'assistance n'est fournie que dans un rayon de 50 kilomètres autour du domicile ou de la résidence temporaire en Belgique avec une franchise de 2 kilomètres autour du domicile ou de la résidence temporaire.

## II. BIKE ASSISTANCE

### 1. Assistance

Le contrat prévoit une assistance grâce à laquelle le deux-roues et son cycliste ou conducteur en déplacement sont rapatriés ou transportés vers le réparateur le plus proche si le deux-roues n'est plus utilisable à cause d'une panne, un accident ou un vol.

La formule Bike Assistance est limitée à deux assistances par année d'assurance, par contrat.

Territorialité : dans un rayon de 50 kilomètres autour du domicile ou la résidence temporaire en Belgique avec une franchise de 2 kilomètres autour du domicile ou la résidence temporaire.

Numéro assistance 24/24h

Tel. +32 2 773 61 77

[www.allianz-global-assistance.be](http://www.allianz-global-assistance.be)

### Protection des données personnelles.

#### Remarque préliminaire

Si le contrat d'assurance que vous\* allez souscrire vous\* couvre vous\*-même, nous\* vous\* invitons à lire attentivement la présente note d'explication.

Si le contrat d'assurance est souscrit au profit d'autres personnes que vous\*-même (comme les employés ou dirigeants de votre entreprise, un ou plusieurs tiers\*, ...), les droits et devoirs décrits dans la présente note restent entièrement d'application, sauf en ce qui concerne l'accord sur le traitement des données personnelles de santé. Dans ce cas, seules les personnes au profit desquelles le contrat d'assurance est souscrit peuvent donner leur accord. Si, dans le cadre d'une évaluation d'un risque ou de la gestion d'un sinistre\*, nous\* devons collecter des données auprès de ces personnes, elles seront informées de notre politique de gestion des données personnelles. En cas de traitement de données liées à la santé, nous\* demanderons leur consentement personnel.

#### Allianz Benelux : qui sommes-nous\* ?

Allianz Benelux est déjà votre assureur ou a vocation à le devenir pour vous\* prémunir contre différents risques et pour vous\* indemniser, le cas échéant. A cet effet, nous\* sommes obligés de collecter certaines de vos données personnelles pour mener à bien notre rôle d'assureur. La présente note vous\* explique comment et pourquoi nous\* utilisons vos données personnelles. Nous\* vous\* invitons à lire attentivement ce qui suit.

#### Pourquoi utilisons-nous\* vos données personnelles ?

Nous\* collectons et traitons vos données personnelles exclusivement pour les objectifs suivants :

- l'évaluation du risque assuré par votre contrat,
- la gestion de la relation commerciale avec vous\*, avec votre courtier ou avec des partenaires commerciaux, via Internet et les réseaux sociaux, en ce compris la promotion de nos produits d'assurances, pendant et après la fin de notre relation contractuelle,
- la gestion de votre police d'assurances ou de vos éventuels sinistres couverts par votre contrat,
- l'envoi obligatoire d'informations relatives à votre situation d'assurances,
- la surveillance du portefeuille d'assurances de notre entreprise,
- la prévention des abus et des fraudes à l'assurance.

Aucune disposition légale ne vous\* oblige à nous\* fournir les données personnelles que nous\* demandons mais, à défaut de nous\* les fournir, nous\* serons dans l'impossibilité de gérer votre police d'assurance ou vos sinistres.

Pour chaque objectif énuméré ci-dessus, la collecte et le traitement des données sont :

- réalisés conformément à la législation sur la protection des données personnelles,
- fondés soit sur les législations applicables aux assurances, soit sur votre consentement.

Ces données sont partagées avec certains de nos services dans le cadre strict des missions qui leurs sont confiées. Il s'agit des membres des services de gestion des contrats ou des sinistres, du service juridique et de compliance (contrôle de conformité) et de l'audit interne. Dans le cadre limité des finalités précitées et dans la mesure où cela est nécessaire, nous\* partageons aussi vos données personnelles avec votre courtier, notre réassureur, nos auditeurs, des experts, des conseillers juridiques et avec les administrations belges ou étrangères (pensions, autorités fiscales belges ou étrangères dans le cadre de nos obligations de reporting FATCA et CRS, sécurité sociale, autorités de contrôle).

Pour des raisons de sécurité, de sauvegarde de vos données ou de gestion de nos applications informatiques, il arrive que nous\* devions transférer vos données personnelles vers une autre société spécialisée du Groupe Allianz située au sein ou en dehors de l'Union européenne. Pour ces transferts, le Groupe Allianz a établi des règles très contraignantes qui ont été approuvées par les autorités de protection des données personnelles et qu'Allianz Benelux respecte. Ces règles constituent l'engagement pris par le Groupe Allianz et par Allianz Benelux de protéger de façon adéquate le traitement des données personnelles, quel que soit le lieu où elles se trouvent.

### De quels droits disposez-vous\* à l'égard de vos données personnelles ?

- le droit d'y avoir accès,
- le droit de les faire rectifier si elles sont inexactes ou incomplètes,
- le droit de les faire effacer dans certaines circonstances comme, par exemple, lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à l'objectif poursuivi lors de leur collecte et traitement,
- le droit d'obtenir la limitation de traitement dans certaines circonstances comme par exemple la limitation de l'usage d'une donnée dont vous\* contestez l'exactitude pendant la période où nous\* devons la vérifier,
- le droit d'introduire une plainte auprès de l'autorité compétente,
- le droit de vous\* opposer au traitement,
- le droit à la portabilité de vos données personnelles, c'est-à-dire le droit de recevoir vos données personnelles dans un format structuré, communément utilisé et lisible ou de les faire transmettre directement à un autre responsable de traitement,
- le droit d'obtenir des explications sur les décisions automatisées,
- le droit de retirer votre consentement au traitement de vos données à tout moment.

### Profilage et décision automatisée.

En collaboration avec des partenaires externes, nous\* collectons des données déposées sur les réseaux sociaux en vue d'établir des profils de prospects à qui nous\* adressons nos promotions commerciales, ces derniers ayant toujours la possibilité de refuser ces promotions. En accord avec les personnes concernées, nous\* collectons parfois des données de géolocalisation.

Nous\* donnons parfois aussi accès aux clients ou aux prospects soit à des modules de calcul de prime afin qu'ils puissent comparer les prix et prendre contact avec un courtier de leur choix ou avec nous\*, soit à des modules d'évaluation de leur profil financier afin de leur permettre de déterminer si nos assurances de placement ou d'investissement pourraient les intéresser et le cas échéant, de prendre contact avec un courtier de leur choix ou avec nous\*.

Les clients et prospects sont toujours en droit de nous\* demander de plus amples explications sur la logique de ces modules ou profilage.

### Conservation de vos données personnelles.

Nous\* conserverons vos données personnelles aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à la réalisation des objectifs cités ci-dessus ou aussi longtemps qu'une loi le requiert. La durée de conservation des données contractuelles et de gestion de sinistre\* se termine à la fin du délai de prescription légal qui suit la clôture du dernier sinistre\* couvert par le contrat d'assurance. La durée varie donc fortement d'une assurance à l'autre.

### Questions, exercices de vos droits et plaintes.

Vous\* pouvez nous\* adresser vos questions concernant le traitement de vos données personnelles soit par courriel à l'adresse [privacy@allianz.be](mailto:privacy@allianz.be), soit par courrier postal à l'adresse : Allianz Benelux sa, Service juridique et compliance/ Protection des données, Boulevard du Roi Albert II, 32 à 1000 Bruxelles, Belgique. Veuillez aussi nous\* transmettre une copie de votre carte d'identité recto/verso. Nous\* vous\* répondrons personnellement. Toute plainte concernant le traitement de vos données personnelles peut être adressée aux adresses postale et de courriel mentionnées ci-dessus ou encore à l'Autorité de Protection des Données Personnelles, rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, [www.privacycommission.be](http://www.privacycommission.be).

### Consentements spécifiques.

#### Traitement de données relatives à la santé.

En signant la présente notice, vous\* marquez expressément votre accord sur le traitement de vos données personnelles relatives à votre santé par le Service médical de notre compagnie et par les personnes dûment autorisées à les traiter lorsque ce traitement est nécessaire à la gestion du contrat ou d'un sinistre\*. A défaut de consentir au traitement de données relatives à la santé, nous\* serons dans l'impossibilité de gérer votre police d'assurance si une garantie corporelle ou un sinistre\* avec dommage à la santé est en jeu.



## FAMILY PLAN | CONDITIONS GÉNÉRALES

Quant aux personnes au profit desquelles vous\* avez souscrit une assurance, nous\* nous\* chargeons de les informer et de demander leur accord sur le traitement de leurs données personnelles liées à la santé lors de l'évaluation d'un risque ou de la gestion d'un éventuel sinistre\*.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à consulter notre page « Protection des données personnelles » de notre site Web à l'adresse <https://allianz.be/personnelles>

### Avertissement

Toute escroquerie ou tentative d'escroquerie envers la compagnie d'assurances entraîne non seulement la résiliation du contrat d'assurance, mais fait également l'objet de poursuites pénales sur base de l'article 496 du Code pénal. En outre, l'intéressé est repris dans le fichier du Groupement d'intérêt économique Datassur, Square de Meeûs, 35 - 1000 Bruxelles, qui comporte tous les risques spécialement suivis par les assureurs qui y sont affiliés.

### Traitement des plaintes

La loi belge est applicable au contrat d'assurance.

Sans préjudice de la possibilité d'intenter une action en justice, vous\* pouvez adresser toute plainte au sujet du contrat au service Gestion des plaintes d'Allianz Benelux :

Bd du Roi Albert II, 32 - 1000 Bruxelles, tél. 02/214.77.36, fax 02/214.61.71, [plaintes@allianz.be](mailto:plaintes@allianz.be), [www.allianz.be](http://www.allianz.be).

Si vous\* n'êtes pas satisfait suite à la réponse de notre service Gestion des plaintes, vous\* pouvez prendre contact avec l'Ombudsman des Assurances :

Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, tél. 02/547.58.71, fax 02/547.59.75, [info@ombudsman.as](mailto:info@ombudsman.as), [www.ombudsman.as](http://www.ombudsman.as).

Allianz Benelux, en sa qualité d'assureur, est tenue de participer à une procédure de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation.

Le Service de l'Ombudsman des Assurances est une entité qualifiée pour rechercher une solution à un litige extrajudiciaire de consommation.